

Staerklé, C. (2000). Représentations sociales de l'inégalité. In C. Daniel, & C. LeClainche (Eds.), **Définir les inégalités : des principes de justice à leur représentation sociale** (pp.164 – 173). Paris : Ministère de l'Emploi et de la Santé, DREES.

REPRESENTATIONS SOCIALES DE L'INEGALITE

Christian Staerklé
Université de Genève

Les confrontations quotidiennes avec le bien-être relatif des uns et les conditions de vie difficiles des autres nous incitent à prendre position face aux inégalités entre des catégories sociales. La manière dont nous jugeons et nous expliquons les inégalités façonne nos perceptions de la richesse et de la pauvreté et détermine dans une large mesure le support ou au contraire l'opposition à des mesures politiques visant à réduire l'écart entre la distribution de ressources tant matérielles que symboliques. En effet, différents mécanismes politiques ont été créés pour promouvoir l'égalité entre des groupes sociaux, et pourtant les inégalités semblent résister à toutes les tentatives de correction. Pour comprendre les résistances face à la diminution des inégalités, il est nécessaire de tenir compte des mécanismes socio-cognitifs à l'œuvre dans leur maintien et leur reproduction. L'étude de ces mécanismes implique de mettre en évidence les repères par rapport auxquels les individus s'orientent quand il s'agit de juger, de comprendre et d'expliquer les inégalités entre groupes sociaux.

Les inégalités dans une société sont soutenues par des représentations qui les justifient et les légitiment. La tâche du psychologue social est de faire le lien entre ces représentations partagées et le fonctionnement cognitif individuel. L'approche des représentations sociales, formulée par Serge Moscovici dans les années 1960, est un outil conceptuel adapté à cette articulation entre fonctionnement individuel et collectif dans la mesure où elle rend compte du rôle de savoirs partagés dans le fonctionnement cognitif des individus.

L'approche des représentations sociales

Les représentations sociales constituent une forme de connaissance quotidienne à laquelle les individus se réfèrent quand ils prennent position par rapport à des enjeux sociaux. Connaissance de sens commun, le contenu d'une représentation, ses fonctions et les variations dans les prises de position peuvent être analysés en tant qu'objet d'étude scientifique. Comme exemples d'enjeux sociaux citons les grands débats qui se produisent dans une société autour de l'éducation, l'intelligence, la santé, ou encore la justice sociale. Ces thèmes sont investis de significations sociales, de croyances, de mythes, de symboles, de normes et de valeurs qui sont inséparables de la façon dont les individus réfléchissent et prennent position face à ces enjeux.

Dans sa formulation originale, la théorie décrit la transformation du savoir expert en savoir novice, utilisable dans la vie quotidienne des individus. Dans les sociétés occidentales nous assistons à une production énorme de savoirs experts, le savoir scientifique en étant peut-être le plus répandu. Lorsqu'ils sortent de leur contexte d'élaboration, universitaires ou autres, et qu'ils entrent dans la sphère publique, les savoirs produits par les experts se transforment. Pour les rendre communicables, les théories savantes sont simplifiées, elles se trouvent associées à des formes de savoirs plus familières et les relations entre les différents concepts théoriques perdent de l'importance. En étudiant la transformation de la théorie psychanalytique en théorie du sens commun au cours des années 1950, Serge Moscovici a décrit comment le « complexe » est devenue une notion courante, largement diffusée pour expliquer toutes sortes de comportements individuels. Or, rares sont les personnes qui aujourd'hui arrivent à situer le complexe par rapport à d'autres concepts de la théorie psychanalytique.

Les savoirs profanes se construisent et se transforment à travers de nombreux canaux de communication. Les interactions quotidiennes, entre amis, dans l'enseignement ou au sein de la famille véhiculent des représentations sociales. L'exposition aux médias et à la publicité contribue à sa

propre façon à l'assimilation d'images, de styles de pensée, de métaphores reflétant des représentations sociales. Car celles-ci fonctionnent souvent par images, métaphores, stéréotypes, associations surprenantes, par opposition avec une pensée experte, qui serait plus formelle et plus rationnelle. Dans cette optique, les individus auraient le « choix » entre deux types de fonctionnement cognitif. Certaines situations, comme un contexte de travail par exemple, exigent une pensée rigoureuse et rationnelle, obéissant à des règles strictes. Les théories du choix rationnel décrivent surtout ce type de fonctionnement cognitif. Dans d'autres situations, notamment à caractère plus « social » et politique, les individus ont davantage recours à des métaphores, des images, des associations d'idées qui paraissent moins rigoureuses d'un point de vue logique. Mais cette pensée novice n'est en rien moins valide que la pensée experte. Elle est plus riche et permet des associations qui ne sont pas toujours cohérentes et logiques. Et surtout elle donne forme et signification au monde social dans lequel les individus évoluent.

La théorie a souvent été définie en des termes fonctionnels. Deux fonctions nous semblent particulièrement importantes. Les représentations sociales rendent concret et familier la nouveauté, le non-familier, voire le menaçant. On trouve des exemples dans le domaine de la biotechnologie: la tomate génétique est devenue un symbole d'aliments génétiquement modifiés qui suscite des craintes, des oppositions, des malentendus. Elle est devenue le symbole de la biotechnologie tout comme Dolly, la brebis modifiée, qui elle aussi associe la technologie génétique non-familiale à un objet familier. Par ce mécanisme d'ancrage du non-familier dans le familier, le sens commun s'enrichit et s'empare de savoirs réservés auparavant aux seuls experts.

L'explication subjective de phénomènes et événements sociaux constitue une deuxième fonction des représentations sociales. Pour comprendre le monde social, les individus disposent de théories naïves qui rendent compte pourquoi les choses sont ce qu'elles sont. Si l'activité scientifique est davantage descriptive, le sens commun cherche constamment des explications. Chercher le coupable d'un incident malheureux, expliquer des phénomènes sociaux, rendre compte d'événements politiques sont des activités quotidiennes à travers lesquelles les représentations sociales peuvent s'exprimer.

Afin d'éviter des malentendus sur cette théorie, deux remarques complémentaires s'imposent. D'une part, il s'agit de contrecarrer l'idée d'un déterminisme social, de consensualisme autour de représentations. Les représentations sociales existent indépendamment de l'expérience individuelle. Dans leur vie quotidienne, les individus se réfèrent à ces connaissances partagées, mais pas nécessairement de façon consensuelle. Se positionner face à des représentations, les accepter, ou au contraire les récuser, signifie prendre activement part à la vie politique d'une communauté donnée. Le deuxième malentendu concerne l'opposition entre l'étude empirique du sens commun et une approche normative qui décrit les conditions idéales d'une réalité fictive. L'approche des représentations sociales a pour ambition de décrire le sens commun, car elle est basée sur l'assomption selon laquelle la réalité sociale ne peut pas être comprise de façon objective et neutre. Ainsi, les représentations partagées du sens commun sont tout aussi réelles que les objets auxquels elles se réfèrent. C'est donc en quelque sorte le contraire d'une approche normative. Elle ne se prononce pas sur comment les choses devraient idéalement être, mais aborde la réalité sociale à travers la manière dont les gens réfléchissent sur des thèmes sociaux.

Égalités, inégalités et essentialisme

L'accroissement des inégalités entre des catégories sociales, tant à l'intérieur des sociétés qu'entre des nations, constitue un des éléments marquants de la période contemporaine. En même temps, les individus vivent aujourd'hui dans un contexte socio-économique dans lequel l'égalité constitue une norme de première importance. Dans nos sociétés occidentales-démocratiques, l'idée d'égalité s'applique à une multitude de situations et de contextes : les égalités de traitement, de chances, de distribution de ressources sont invoquées pour rendre compte des rapports entre hommes et femmes, entre groupes majoritaires et minoritaires, entre autochtones et étrangers, entre groupes favorisés et défavorisés.

Le flou qui caractérise la notion rend possible des prises de position différenciées quant à la signification accordée à l'égalité. Tantôt vue comme un idéal à atteindre, visant à une distribution égalitaire de ressources, tantôt comme un *fait* social, l'égalité s'interprète de façons fort contrastées, et souvent de manière contradictoire. Comprise comme un fait réel et existant, « l'égalité fondamentale » attribue à tous les êtres humains non seulement les mêmes droits, mais aussi les mêmes possibilités de réussite. L'égalité des chances, chère aux milieux économiques, reflète cette acceptation du terme : les individus sont vus comme dotés des mêmes motivations et des mêmes capacités, du moins au moment de leur naissance.

Parallèlement, la manière dont l'égalité est comprise affectera la façon de penser les inégalités. Malgré la très large adhésion à l'idée même d'égalité, et malgré son poids comme norme dominante dans notre société, les inégalités entre groupes sociaux sont apparentes. Comment dès lors est-il possible de justifier les inégalités tout en restant cohérent avec l'idée radicale d'une égalité fondamentale qui accorde à tous les individus les mêmes possibilités de réussite ? Le caractère universaliste de l'égalité fondamentale occulte la prise en compte de facteurs sociaux, culturels et économiques dans le développement et le maintien des inégalités sociales. Puisqu'une conception fondamentale de l'égalité fait abstraction des conditions sociales dans lesquelles se produisent et reproduisent les inégalités, celles-ci ne peuvent être causées que par des facteurs internes aux personnes ou aux membres de groupes sociaux. Les inégalités sont dès lors vues comme étant le résultat des faiblesses de personnalité, des manques de motivation, des capacités limitées des uns et des forces, des motivations et des ressources mentales des autres. Toute inégalité résulterait dès lors des différences internes aux individus. Plusieurs études empiriques en psychologie sociale ont en effet montré que des individus provenant de milieux favorisés expliquaient la pauvreté de manière privilégiée avec des « attributs internes » aux personnes concernées, à savoir que les pauvres sont perçus comme étant eux-mêmes responsables de leur sort défavorable parce qu'ils ne s'efforcent pas suffisamment et ne sont pas assez motivés d'essayer de sortir de leur situation désavantagée. Souvent, les membres de groupes défavorisés eux-mêmes adhèrent à cette explication dominante de l'inégalité qui place la responsabilité d'un sort défavorable au niveau de l'individu plutôt qu'à un niveau structurel, institutionnel ou économique.

Ces exemples de jugements portant sur des inégalités montrent que celles-ci ne constituent pas seulement des enjeux politiques et économiques. Elles comportent également une dimension symbolique dans la mesure où elles véhiculent des systèmes de valeurs. En effet, juger et expliquer des inégalités revient à affirmer ou au contraire à récuser des normes sociales. Ainsi, considérer que les riches méritent leur prospérité—à cause de leur investissement personnel, leur intelligence et leurs capacités—peut refléter une norme selon laquelle les ressources sont généralement distribuées de façon juste et équitable. Dès lors, la pauvreté est également vue comme « juste » dans la mesure où elle serait due à des causes contrôlables par les pauvres eux-mêmes. Ces jugements sont basés sur ce qui a été appelé par Jean-Léon Beauvois et ses collègues « la norme d'internalité » qui place la responsabilité du sort personnel au niveau de l'individu. Plus généralement, il s'agit d'une valeur culturelle selon laquelle il est bien vu de contrôler (ou de donner l'impression de contrôler) son propre comportement et son propre destin. À l'inverse, expliquer les comportements par des facteurs « externes » (contraintes situationnelles, chance / malchance, destin, ...) est socialement moins valorisé. Ainsi, quand on amène des individus à croire qu'ils sont libres de leurs actes, ils se soumettent volontairement à des demandes contraignantes et désagréables et acceptent des situations qui leurs sont défavorables, simplement parce qu'ils sont convaincus qu'ils ont eux-mêmes choisi leur sort et qu'ils sont par conséquent motivés à trouver des bonnes raisons à leur propre comportement.

En jugeant des inégalités, les individus ne se prononcent cependant pas seulement sur des personnes isolées, mais souvent sur des groupes entiers. Les chômeurs, les pauvres, les immigrés constituent des exemples de telles cibles de jugement. Une relation entre deux groupes sociaux marquée par des inégalités matérielles ou symboliques est susceptible de donner lieu à une forme particulière de jugement social, appelé « catégorisation essentialiste ». Sous-jacent aux jugements essentialistes se trouve une croyance selon laquelle une caractéristique commune, profonde, stable et immuable, définit et caractérise les membres de ces groupes. Cette tendance à percevoir des groupes sociaux comme des

catégories « naturelles », ressemblant à des « races » biologiques, leur confère un statut naturel et normal.

Cette naturalisation de catégories sociales entraîne une série de conséquences. Des recherches ont montré que nous percevons les membres de groupes essentialisés de façon plus semblable et homogène que les membres de groupes perçus de façon moins essentialiste. L'énoncé « Ils sont tous pareils » reflète cette tendance à sous-estimer les différences entre les membres d'un groupe social essentialisé. Parallèlement, les différences entre deux groupes se trouvant dans un rapport inégalitaire sont accentuées. Quand nous percevons les rapports entre « blancs » et « noirs », ou entre hommes et les femmes de façon essentialiste, nous aurons tendance à penser qu'il existe des différences irréductibles et insurmontables entre ces groupes sociaux. Ainsi, tout comportement de la part d'un membre d'un groupe essentialisé sera interprété en termes des caractéristiques intrinsèques définissant l'appartenance au groupe.

Un deuxième élément concerne la signification associée à « l'étiquette » du groupe. Les groupes essentialisés représentent des valeurs et ils symbolisent des manières d'être. Une fois informé qu'une personne est chômeuse, immigrée, handicapée, etc., l'individu aura l'impression d'avoir reçu plus d'informations sur la personne que son appartenance au groupe permettrait d'inférer. Dans les cas les plus extrêmes où les étiquettes des groupes sont subjectivement porteuses de significations puissantes, aucune autre information n'est nécessaire pour se faire une représentation de l'autre et avoir l'impression de savoir à qui on a affaire.

Finalement, une perception essentialiste va de pair avec des stratégies de légitimation des inégalités. D'abord, parce que le rapport inégalitaire paraît figé pour toujours, étant donné que les groupes sont définis par des attributs stables et inaltérables. Des mesures visant à réduire les inégalités seront perçues comme inutiles, parce que les inégalités sont considérées comme la conséquence des caractéristiques des membres des groupes en question, et non pas relevant d'une répartition injuste des ressources. Ainsi, expliquer les conditions de vie défavorables d'un groupe par les caractéristiques de ses membres constitue une stratégie répandue et efficace de justification et de légitimation d'inégalités, consistant à rendre un rapport inégalitaire naturel, normal, et par conséquent juste.

Imaginaire démocratique et inégalités entre pays riches et pauvres

Afin d'illustrer empiriquement quelques-unes des propositions théoriques avancées, nous allons succinctement résumer les résultats de deux recherches expérimentales effectuées auprès d'étudiants suisses. Ces recherches portent sur le rôle des représentations sociales de l'idéal démocratique dans les jugements du rapport entre pays occidentaux et non-occidentaux. Nous nous attendons à ce que l'imaginaire démocratique constitue un repère important pour juger des pays lointains et non-familiers.

L'idéal démocratique est basé sur l'idée de l'égalité fondamentale qui accorde à tous les citoyens les mêmes droits de participation politique. Les théories politiques classiques qui rendent compte du fonctionnement démocratique d'une société assument toutes que les membres d'une communauté politique démocratique partagent certaines caractéristiques psychologiques indispensables au fonctionnement démocratique. Parmi celles-ci, on trouve différents types de rationalité, nécessaire pour des prises de décisions politiques éclairées. L'assomption d'une grande autonomie individuelle qui s'exprime par l'image d'un citoyen démocratique sûr de soi et indépendant d'autrui, est également incorporée dans l'imaginaire démocratique. L'ambition universaliste de ces postulats normatifs sur la nature humaine fait partie des connaissances savantes largement diffusées dans le sens commun, en tout cas dans le monde occidental.

415 collégiens et étudiants suisses francophones entre 18 et 25 ans ont participé à la première recherche. La méthodologie employée repose sur une logique comparative, où une moitié des participants répond à une première version du questionnaire et l'autre moitié à une deuxième version. L'analyse des résultats consiste essentiellement à comparer les réponses aux deux versions. Après la lecture d'un texte court, décrivant de manière schématique un pays démocratique pour une moitié des participants, et un pays non-démocratique pour l'autre, les répondants doivent indiquer les noms de

différents pays correspondant à la description. Pour ces participants, la Suisse, la France et les Etats-Unis constituent les pays démocratiques les plus fréquemment évoqués. La Chine, la Russie, Cuba, les pays des balkans, et quelques pays africains constituent les pays non-démocratiques prototypiques. La tâche principale consiste à décrire librement les habitants des pays auxquels ils pensent. Ici, les résultats montrent que les habitants démocratiques sont décrits par la majorité des répondants comme *libres, indépendants, heureux, et tolérants* - image très flatteuse - et les habitants de pays non-démocratiques comme *soumis, opprimés, pauvres, malheureux, impuissants, et manipulés*. La dimension qui différencie le plus clairement les représentations que l'on se fait des deux types de populations nationales concerne l'autonomie individuelle - les participants étant convaincus que dans les pays occidentaux les gens seraient libres et autonomes, alors qu'ils seraient soumis, faibles, dépendants dans les pays non-démocratiques. Cette première recherche illustre que des représentations sociales de l'idéal démocratique permettent aux individus de se faire une idée, sans doute biaisée en faveur des pays occidentaux, de la différence entre pays occidentaux et non-occidentaux.

Une deuxième recherche porte plus spécifiquement sur l'explication des inégalités matérielles entre des pays démocratiques riches et des pays non-démocratiques pauvres. Les 181 participants lisent une description de deux sociétés fictives, l'une étant organisée de manière démocratique, l'autre de manière non-démocratique. L'une est décrite comme pauvre et l'autre comme riche en sorte à ce que la moitié des répondants jugera l'inégalité entre une société démocratique riche et une société non-démocratique pauvre, tandis que l'autre moitié est confronté à un rapport inégalitaire inversée où la société démocratique est pauvre et la société non-démocratique riche. La tâche des participants est de donner leur degré d'accord avec une série d'explications de la pauvreté et de la richesse respective. Trois types d'explications sont proposés : les explications normatives qui se réfèrent aux caractéristiques stéréotypées des deux types de population (*ils sont pauvres parce qu'ils sont manipulables, dépendants, soumis*), les explications motivationnelles habituelles (*ils sont pauvres parce qu'ils ne font pas assez d'efforts*) et finalement les explications structurelles invoquant des facteurs externes aux habitants indépendants de leur volonté (*ils sont pauvres parce qu'ils vivent dans un environnement naturel défavorable et il n'y a pas assez d'emplois*). Les résultats montrent que lorsqu'il s'agit d'expliquer la pauvreté non-démocratique, l'explication la plus fréquemment utilisée est normative (*ils sont pauvres parce qu'ils sont dépendants,...*), alors qu'à l'inverse, lorsque le pays démocratique est pauvre, l'explication principale devient externe (*la société démocratique est pauvre parce qu'ils vivent dans un environnement naturel défavorable*). Relevons encore que l'impact de plusieurs autres facteurs—l'orientation politique, la religion, l'âge—a été contrôlé. La seule différence notable existe entre les réponses des hommes et des femmes, les hommes adhérant un peu plus à l'explication normative (et idéologique) des inégalités. Ce résultat peut être dû au fait que les valeurs universalistes de l'autonomie individuelle s'inscrivent d'avantage dans l'univers masculin que féminin.

Ces résultats, rapportés de façon très brève, permettent de montrer comment les individus utilisent des représentations associées à des catégories sociales pour légitimer et justifier les inégalités. Les explications les plus courantes reflètent une catégorisation essentialiste par laquelle les individus expliquent les inégalités avec les mêmes caractéristiques qu'ils associent à la catégorie sociale en question.

Plus généralement, les assomptions normatives qui sont issues de la pensée politique savante et qui sous-tendent la conception libérale de la démocratie ont fait leur chemin dans le sens commun. Là, elles constituent des repères largement partagés par lesquels les individus donnent sens à des événements politiques se déroulant à l'échelle mondiale. En effet, le sens commun a donné une signification antagoniste à l'idéal démocratique en définissant des catégories sociales opposées aux valeurs universalistes dont l'autonomie individuelle semble être la plus puissante. Les habitants de pays occidentaux sont vus comme correspondant aux qualités intrinsèques d'un citoyen démocratique universel, alors que les habitants de pays non-démocratiques sont vus comme étant opposés à cet idéal. Ces images de pays occidentaux et non-occidentaux, tout en mettant à disposition des outils qui permettent de se faire une idée de la situation politique dans des pays lointains et inconnus, rappellent dès lors une période historique que l'on croyait, peut-être à tort, appartenir au passé lointain : le colonialisme et l'impérialisme qui étaient soutenus par un large éventail de représentations justifiant

l'ingérence occidentale dans d'autres parties du monde. Aujourd'hui encore des représentations circulent dans la société qui contribuent à faire paraître différentes formes d'inégalités comme naturelles et inéluctables.

Références bibliographiques

- Beauvois, J.-L. (1994). *Traité de la servitude libérale: Analyse de la soumission*. Paris: Dunod.
- Deschamps, J.-C., & Clémence, A. (1990). *L'attribution. Causalité et explication au quotidien*. Lausanne: Delachaux et Niestlé.
- Doise, W. (1982). *L'Explication en Psychologie Sociale*. Paris: Presses Universitaire de France.
- Doise, W. (1990). Les représentations sociales. In : Bonnet, C., Ghiglione, R., & Richard, T.F. (Eds), *Traité de Psychologie Cognitive*, 3 (pp. 111-174). Paris : Dunod.
- Dubois, N. (1987). *La Psychologie du Contrôle: Les croyances internes et externes*. Grenoble: PUG.
- Dubois, N. (1994). *La norme d'internalité et le libéralisme*. Grenoble : PUG.
- Moscovici, S. (1961/1976). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris: Presses Universitaires de France (2^e édition).
- Moscovici, S. & Hewstone, M. (1984). De la science au sens commun. In: Moscovici, S. (Ed.), *Psychologie Sociale*, 539-566. Paris: Presses Universitaires de France.
- Rothbart, M., & Taylor, M. (1992). Category labels and social reality: Do we view social categories as natural kinds?. In : Semin, G., & Fiedler, K. (Eds), *Language, Interaction and Social Cognition* (pp. 11-36). London: Sage.
- Roux, P. (1999). *Couple et Egalité : Un ménage impossible ?* Lausanne : Réalités sociales.
- Said, E.W. (1978). *Orientalism : Western Conceptions of the Orient*. London : Penguin Books.
- Staerklé, C., Clémence, A., & Doise, W. (1998). Representation of human rights across different national contexts : The role of democratic and non-democratic populations and governments. *European Journal of Social Psychology*, 28, 207-226.
- Yzerbyt, V., Rocher, S., & Schadrion, G. (1997). Stereotypes as Explanations: A Subjective Essentialistic View of Group Perception. In : Spears, R., Oakes, P., Ellemers, N., & Haslam, S. (Eds), *The Social Psychology of Stereotyping and Group Life* (pp. 20-50). Oxford, UK & Cambridge, USA: Blackwell Publishers.
- Yzerbyt, V. & Schadrion, G. (1996). *Connaître et juger autrui : une introduction à la cognition sociale*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.